

*Les subsides*

prendre en main notre avenir économique et d'accroître notre compétence en technologie de pointe. Immédiatement après le dépôt du document, le ministre des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a dit que le gouvernement ne pouvait pas respecter ses engagements relatifs à la recherche et au développement. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens) s'est réjoui de ce qu'un certain nombre de nos principales industries de haute technicité soient prises en main par des étrangers. Il trouve merveilleux qu'une de ces entreprises canadienne appartienne maintenant à une société étrangère. Il veut que les Canadiens s'en réjouissent également. Pendant les audiences qui ont été tenues au sujet du projet de loi, on a établi à maintes reprises que les entreprises sous contrôle étranger effectuaient beaucoup moins de recherche et de développement que les sociétés sous contrôle canadien. Nous sommes simplement en train de vendre notre patrimoine et d'écarter toute possibilité de faire ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures dit que nous devrions faire.

**M. Brisco:** C'est vous qui avez vendu votre patrimoine, dindon.

**M. Axworthy:** Nous ne parlons pas de la politique agricole. Vous n'êtes pas dans la bonne Chambre. Vous devriez aller à l'autre comité. Si on sert du dindon aux dîners bénéfiques des conservateurs, c'est qu'ils sont tous assis à la table d'honneur.

La même semaine où on dépose un document faisant état de la nécessité d'insister sur la recherche et le développement, Mitel et CTG sont rachetées par des étrangers. Selon les journaux, le ministre s'efforce, semble-t-il, de conclure un marché de compérage avec des entreprises de défense appartenant à des étrangers. Pour les convaincre d'acheter Canadair et de Havilland, le ministre doit accorder des contrats de défense à ces entreprises étrangères. Voilà ce qu'on appelle une orientation dynamique dans le secteur économique. Voilà ce qu'on appelle une façon intelligente de gouverner. Les députés d'en face ne sont pas sérieux. Les Canadiens doivent se demander qui commande ici.

● (1115)

Le ministre a bien du temps pour accorder des interviews au *Financial Post* et à tous les autres journaux d'affaires au sujet de sa grande stratégie économique, mais il n'a pas le temps de faire son travail. Son rôle consiste à s'occuper du développement économique et à établir des lignes directrices et des objectifs bien clairs pour garantir que les Canadiens continueront à contrôler leurs industries essentielles, par exemple, celles de haute technicité. Que faisait le ministre quand il aurait dû essayer de trouver d'autres acheteurs canadiens? Que faisait-il pour essayer de mobiliser des capitaux canadiens? Le ministre des Finances (M. Wilson) nous a dit dans son exposé économique que le Canada possédait les réserves les plus importantes d'épargnes du monde; nous épargnons 13 p. 100 de nos revenus.

**M. Stevens:** Votre gouvernement empruntait tout cet argent.

**M. Axworthy:** Pourquoi ne pas réorienter toutes ces épargnes vers notre technologie de pointe? Nous pourrions certainement tirer des leçons du passé pour éviter de brader à d'autres ce secteur, comme nous l'avons fait pour les mines et les industries de fabrication.

Le gouvernement a attendu quasiment deux cents jours avant de présenter son budget. L'unique initiative du ministre

des Finances a été de supprimer le financement de la recherche et du développement. Contre toute attente, nous espérons que le budget de la semaine prochaine prévoira des mesures qui inciteront les Canadiens à investir dans la technologie de pointe. Entre-temps, le ministre qui voulait être un tsar de l'économie, fait la tsarine. Au lieu de s'attaquer véritablement aux problèmes économiques, il passe son temps à formuler des vœux. Mais les actes sont plus éloquents que les paroles et c'est par ses actes que nous le jugerons. Il a beau dire tout ce qu'il voudra, son inaction saute aux yeux; il ne fait rien si ce n'est d'applaudir à chaque prise de contrôle. Son rôle et ses attributions semblent se limiter à cela.

**M. Brisco:** Parlez-nous donc de l'accord de développement conclu avec la Colombie-Britannique.

**M. Axworthy:** Je préfère parler brièvement d'abord du secteur de l'édition.

**M. McDermid:** Allez-y, c'est intéressant.

**M. Axworthy:** Je vais commencer par rappeler les propos du ministre, quand il a dit à la Chambre que notre secteur culturel constituait un autre dépôt sacré pour le parti conservateur. Le monde de l'édition représente à coup sûr un élément essentiel au maintien de notre identité culturelle; on sait l'importance de l'écriture. Que s'est-il donc passé? Le 31 mars, le programme de subventions directes aux maisons d'édition se terminait. L'a-t-on remplacé? Le gouvernement a-t-il pris quelque initiative en vue d'accorder des subventions, des encouragements fiscaux ou une aide quelconque aux maisons d'édition canadiennes? Pas du tout, le programme s'est tout simplement éteint. Puis il a été question que Gulf & Western prenne en charge Prentice Hall, après avoir acquis quatre ou cinq maisons d'édition. Le ministre de l'Expansion industrielle régionale avait une bonne occasion d'informer catégoriquement les investisseurs étrangers que nous n'accepterions pas que ce domaine, au moins, passe à des intérêts étrangers, que nous tenions à protéger la culture canadienne. Au contraire, six mois plus tard, il n'est toujours pas intervenu. En raison de cette omission, de son inaction, de son ineptie, deux sociétés, dont encore une fois Gulf & Western, veulent acquérir une quatrième maison d'édition canadienne, après en avoir pris deux autres en charge dans le courant d'avril.

Les hommes d'affaires étrangers sont intelligents, ils comprennent vite et ils savent que le ministre ne s'en soucie guère, qu'il n'est pas intéressé à intervenir. S'il met six mois avant de prendre une décision concernant Prentice Hall, empressons-nous, se disent-ils, de présenter ces autres projets d'acquisition et de prise en charge.

Le plus tragique dans cette affaire, monsieur le Président, c'est qu'à propos du projet de loi sur Investissement Canada, nous avons proposé des modifications qui tiennent compte de ces problèmes touchant la propriété étrangère, mais le gouvernement et le ministre refusent de s'y intéresser. En ce qui concerne la haute technicité, nous avions prévu ce qui arrive maintenant à Mitel et qui ne représente que la pointe de l'iceberg. Nous avons réclamé que toute entreprise qui obtient des subventions d'État au titre de la recherche et du développement fasse l'objet d'un examen aux termes de la loi sur Investissement Canada.